

DE QUELLE CRISE PARLONS-NOUS ?

Je lis, j'entends que la crise actuelle du capitalisme justifierait et appellerait un changement radical de société et de système. Certes, que le « dépassement » du capitalisme soit une permanence de l'actualité communiste, n'est pas douteux. Cependant, quant à reprendre du même mot, le concept de « crise » des Libéraux, nous créons une confusion politique, à mon sens, inopportune et terriblement dangereuse. Nous vivons une crise sanitaire exceptionnelle et une crise de production conjoncturelle inhérente à celle-ci. Mais de quelle crise structurelle s'agirait-il ? Et comment les Libéraux l'identifient ? Parlons-nous de la même ? Sinon, laquelle ? Sans prétendre ici à analyse économique, je souhaite en fonder les implications et conséquences politiques.

La France vit-elle une « crise économique structurelle » ?

Oui, disent les Libéraux, qui en usent et abusent comme argument d'exploitation :

- **Elle ne respecterait pas les codes vertueux de l'économie libérale**, qui sont déclinés, notamment, dans les critères de Maëstricht (60 % d'endettement et 3 % de Déficit budgétaire). Lesquels s'avèrent de plus en plus obsolètes et n'ont jamais été pertinents.
- **Elle connaîtrait une crise de ses finances publiques**. Alors que ses valeurs d'épargnes, ses patrimoines, ses richesses privées et publiques, en dépôts et capitalisations bancaires hors Paradis Fiscaux, se chiffrent en milliards de milliards.
- **Elle connaîtrait une crise de sa Dette Publique**. Certes, oui, le nominal est élevé, trop. Mais hors dette Covid, ses contreparties de Bilan sont factuelles et **ses capacités de remboursement intactes et fiables**, reconnues par le « Marché » qui lui prête à taux négatifs. De surcroît, nous savons bien qu'une relance raisonnablement forte de sortie de crise sanitaire, aura pour effet immédiat et de moyen terme, une forte hausse du P.I.B ; auquel cas, quand le montant nominal du dénominateur de la fraction, augmentera sur plusieurs exercices, il produira mécaniquement une baisse du taux d'endettement équivalent.
- **La France connaîtrait une crise de productivité**. Ils entendent par-là, de concurrence et de baisse des « Marges des entreprises » dont évidemment, la variable d'ajustement devrait être les salaires et les droits des travailleurs, concurrencés à l'infini...

Alors, de quelle crise parlons-nous ?

Oui, nous connaissons, pour les salariés et les populations, une crise, mais une « **crise sociale** ». **Une crise des inégalités sans précédent**, dont l'économiste Thomas Piketty a remarquablement établi les contraintes à l'échelle du monde, dans une production récente. **Une crise de surexploitation du travail et de captation des richesses** par une minorité, de plus en plus riche et de milliardaires de plus en plus nombreux, jusque dans les pays émergents, Chine comprise, qui dépasse les States. **Une crise financière ?** Sans doute prévisible par éclatement d'une bulle spéculative, périodiquement nécessaire à la régulation impossible de ce secteur quasi autonome et irrationnel. **Mais nous ne sommes pas, de facto, dans une société exsangue et à la veille d'un dépôt de bilan sociétal**, ainsi que je l'ai lu, citant la Grèce de Syriza aux caisses vides ; au contraire, les richesses, même confisquées par une minorité, n'ont jamais été aussi florissantes, ici et dans le monde. **Oui, la France est riche de la production de ses travailleurs pauvres et exploités**. La question est de se réapproprier ces richesses, **pour une autre répartition, entre le capital et le travail**, d'aller les chercher et faire les poches des riches... Nous n'avons pas la même crise, eux et nous, ni sur le fond, ni sur la forme. **Alors, faut-il utiliser le même mot, pour exprimer des concepts aussi radicalement différents ?** Si nous sommes d'accord sur l'analyse.

Le but et/ou le chemin ?

Partir d'une analyse erronée, la perception d'un capitalisme en crise et au bord de la rupture, **conduit à proposer des solutions hors champ**. Car s'il en était ainsi, effectivement, l'avènement d'une société communiste pourrait être à l'ordre du jour, mais est-ce le cas ? On le saurait, à mon avis et le P.C.F serait aux portes du pouvoir. On le saurait, parce qu'on apercevrait clairement ces fameuses « **Prémises** » dont parlent Marx/Engels dans leur définition du communisme et ce « **mouvement réel** dépassant l'état actuel ». Nous l'appelons de nos vœux, certes, mais ledit mouvement est à acter à l'échelle de l'histoire humaine, nous en déplaise. Cette démarche, à mon sens, volontariste et idéalement « impatiente » **conduit à proposer le but avant le chemin**, vulgairement dit, la charrue avant les bœufs. Au risque de donner raison à Kafka : « *il y a un but, mais pas de chemin* ». Car sans chemin, pas de but possible. Exit le cheminement patient de la marche en avant avec les gens et leurs engagements, au jour le jour, pour continuer la progression, qui définira le contenu d'un but hypothétique, dont personne, à ce jour et à vue de nez de l'histoire, ne peut en connaître les contours et les échéances. « *The proof of the pudding is in eating* », écrivait Engels. Oui, je crois que la preuve du pudding est qu'on le mange et non qu'on le rêve. Ne jamais s'écarter de la règle : « *Analyse concrète d'une situation concrète* », sans dogmatisme d'aucune sorte, du concret, du pudding bien dense, charnu et limite indigeste, parce qu'il est fait de pâte et de recettes inconnues, apportées par d'autres que nous. Beaucoup d'intervenants ne sont pas d'accord et affirment l'inverse. Alors !

Sommes-nous en situation prérévolutionnaire ?

Cherchons les « Prémises » de l'analyse marxiste :

- Une France politiquement à droite, une extrême droite organisée, premier parti du pays,
- Un mouvement syndical et social en recul, qui a perdu les batailles de la Loi Travail, des retraites et se bat en reconquête et non à l'offensive, divisé et affaibli,
- Une gauche dispersée, en mal de stratégie, un PCF à moins de 5% divisé lui aussi en interne,
- Un taux record d'abstentions aux élections et un rejet de la politique, tendanciellement,
- Une marginalisation sociale lourde, due au chômage, à la précarisation, à l'individualisation.

Pour conclure : Certes, ces caractéristiques négatives portent des potentialités de luttes sociales et politiques positives, mais à la condition de s'en saisir en leur état réel et non comme on voudrait qu'elles soient, dans des stratégies de rassemblement et de luttes convergentes, pour gagner et obtenir les points d'appuis, même minimes, donnant l'espoir nécessaire à de plus grands desseins revendicatifs, politiques et idéologiques, sans lesquels toute espérance de changement profond, n'est que rêve et utopie, ou pire, une illusion révolutionnaire idéalisée. Au fond, je crois, qu'il n'y a pas de « but » au sens d'un Paradis politique et social sur terre, seulement un chemin, ou plus exactement, un long cheminement, qui se construit, pas à pas, avec les gens, jusqu'au terminus de l'humaine condition : **HASTA SIEMPRE !**

Jean DARTIGUES

17/04/2021